

Monsieur le Président,

Le 1er septembre 2006, vous avez déclaré¹ devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies : « *Sachons dépasser les égoïsmes, les dogmatismes, donner sa chance à l'idée généreuse d'un monde rassemblé pour le progrès de l'humanité.*

Enfin chacun sait qu'une activité humaine non maîtrisée est en train de provoquer une sorte de lent suicide collectif. Seul le rassemblement des nations autour d'engagements consentis en commun permettra de prévenir un véritable désastre. Créons l'Organisation des Nations unies pour l'environnement, conscience écologique du monde, et ayant les moyens d'assumer cette responsabilité, lieu privilégié de notre action commune pour les générations futures. La France accueillera l'année prochaine, dans une conférence internationale, toutes celles et tous ceux qui veulent faire progresser ce projet capital pour l'avenir de la planète. »

Monsieur le Président, il existe déjà de par le monde des millions de personnes, particuliers, scientifiques et militants associatifs, qui oeuvrent chaque jour ensemble en dépassant les égoïsmes, parfois au péril de leur vie, pour un vrai progrès de l'humanité. Mais ces personnes-là voient chaque jour leurs efforts réduits à néant par l'égoïsme des entreprises industrielles et le dogmatisme de « responsables » et de politiques de tous bords.

Dans le monde entier, les peuples expriment leur rejet des OGM, qui ne leur apportent aucun progrès réel et dont ils subiront les conséquences néfastes. Pourtant, en France, le dogmatisme et l'égoïsme des semenciers qui détiennent les brevets de ces OGM sont soutenus par l'État, par des subventions massives, par des lois perverses, et même par le recours aux forces armées, financées par les deniers des contribuables.

L'agriculture biologique et les diverses formes d'agriculture durable sont menacées dans leur existence même par les OGM. Elles sont menacées aussi par les lois sur le commerce des semences qui dénie au paysan la liberté fondamentale de choisir sa semence et de semer le grain récolté, geste dans lequel on ne voit pourtant ni dogmatisme ni égoïsme.

Cette agriculture écologique, qui nous permettra peut-être d'échapper au désastre dont vous parlez, est depuis peu soumise à la scandaleuse Loi d'Orientation Agricole de février 2006 qui, en violation flagrante de l'article 19 de la déclaration universelle des droits de l'Homme, interdit de recommander l'emploi de produits sains et naturels comme les extraits végétaux dans la lutte contre les maladies et ravageurs agricoles. Enfin, les fermes où se pratique cette agriculture, et les structures associatives où elle s'élabore, sont privées du soutien et de la reconnaissance dont elles ont besoin pour développer ces vraies alternatives à une agriculture industrielle dont la nocivité pour la santé et l'environnement est prouvée. La France s'est engagée à diminuer la quantité d'intrants consommés par son agriculture, qui est une des plus polluantes de la planète, mais l'égoïsme des industries des agrofournitures et le dogmatisme des techniciens et des bureaucrates l'en empêchent, avec la complicité des politiques, et on se demande en quoi la création d'une ONU va changer les choses.

Monsieur le Président, en France comme partout dans le monde, les peuples expriment leur refus du nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, et pourtant, en France, pays dont vous êtes le Président, 58 réacteurs nucléaires, sensibles à de simples événements climatiques, sécheresse, gel ou inondations, exposés aux éventuels attentats terroristes et à la merci de la première action militaire, voient leur durée de vie prolongée arbitrairement par l'égoïsme et le dogmatisme d'EDF, faisant courir aux Français - mais aussi à leurs voisins européens - de graves périls. Et l'égoïsme et le dogmatisme des tenants du nucléaire, minoritaires dans un pays qui se veut démocratique, pousse notre gouvernement, *votre* gouvernement, à imposer la construction de l'EPR dont la majorité des Français ne veut pas. La création d'une ONU va-t-elle enfin obliger les politiques français à respecter la volonté du peuple français ?

Monsieur le Président, nous étouffons sous les déchets. Des particuliers, des scientifiques et des associations ont montré les atteintes que les incinérateurs causent à la santé et à l'environnement, ils insistent sur la nécessité qu'il y a à réduire la production de déchets à la source, par exemple en limitant

¹ http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/discours_et_declarations/2006/septembre/discours_prononce_a_l_occasion_de_la_61eme_assemblee_generale_des_nations_unies.60747.html

drastiquement les suremballages inutiles, en remettant au goût du jour la consigne comme le font d'autres pays européens, en pratiquant le tri et le compostage systématique de toutes les matières organiques, au plus près de leur source. Des solutions simples et efficaces existent mais les égoïsmes et dogmatismes des industriels qui fabriquent les « produits » et de ceux – les mêmes – qui traitent les déchets empêchent qu'elles soient appliquées en France alors qu'elles le sont chez nos voisins. La création d'une ONUUE va-t-elle obliger la France à faire preuve d'un peu de bon sens ?

Monsieur le Président, une part du changement climatique est liée aux modes de chauffage et de climatisation utilisés pour rendre supportables nos logements et locaux professionnels, bâtis ou rénovés sans souci de leur environnement climatique. Des solutions simples de conception et de rénovation bioclimatiques existent, qui permettent de rendre un bâtiment à la fois économe, confortable et sain. Elles ne peuvent actuellement être mises en oeuvre que par des personnes particulièrement motivées car l'égoïsme des industriels des matériaux de construction et le dogmatisme des énergéticiens et concepteurs en bâtiment leur barrent la route, particulièrement en France. Est-il besoin de créer une structure internationale pour rendre aux peuples le droit de construire avec des matériaux locaux, naturels et sains, avec des savoir-faire ancestraux modernisés, qui ont fait la preuve de leur efficacité ? Ne suffit-il pas de donner les moyens aux architectes, artisans, associations et particuliers de concevoir, rénover et construire des bâtiments selon ces principes connus, éprouvés, modernisés ? La création d'une ONUUE est-elle nécessaire pour que se développent enfin des solutions constructives expérimentées avec succès partout sur la Terre et vers lesquelles se tournent nos voisins européens ?

Monsieur le Président, les transports sont actuellement un des plus grands pourvoyeurs de gaz à effet de serre. La France possédait un magnifique réseau ferroviaire qui a été démantelé, sans aucune concertation avec ses usagers, au profit d'un développement anarchique et indéfini du « tout routier », en particulier des autoroutes. Une part des transports concerne des objets dont la production pourrait parfaitement être relocalisée, si l'égoïsme des industriels et le dogmatisme des économistes ne les poussaient pas à produire toujours plus loin pour toujours moins cher, au grand dam des travailleurs de nos pays et de ceux qui sont exploités ailleurs. Une autre part des transports concerne les déplacements personnels qui pourraient parfaitement s'effectuer en commun si des structures efficaces étaient vraiment développées. Là aussi, des particuliers et des associations proposent des solutions, ils sont pourtant rarement écoutés, le seront-ils davantage au sein d'une ONUUE ?

Monsieur le Président, la conscience écologique est là. Ce sont les politiques - représentants du peuple insidieusement autoproclamés décideurs - qui, par leur égoïsme et leur dogmatisme, empêchent que de vraies mesures réellement efficaces soient mises en oeuvre pour empêcher ce lent suicide - ou faudrait-il dire meurtre ? - collectif. La France a, comme d'autres pays, pris des engagements dans le cadre du protocole de Kyoto, elle ne les respecte même pas.

Commençons par là plutôt que de créer une énième structure internationale. Il n'est plus temps de discourir, il est temps d'agir. La maison brûle et vous regardez ailleurs !

Au fait, monsieur le Président, pourquoi créer une ONUUE puisqu'elle existe déjà et se nomme PNUUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) ?

Recevez, monsieur le Président, l'assurance de nos sentiments les plus citoyens.